

Pipeline ou rêve chimérique?

Rod Taylor

Chef, PHC Canada

L'annonce récente d'un protocole d'entente entre le Premier Ministre Mark Carney et la Première Ministre de l'Alberta, Danielle Smith, a fait couler beaucoup d'encre. Ce protocole, présenté comme une première étape vers la construction d'un nouvel oléoduc acheminant le bitume albertain vers les marchés étrangers,¹ a surpris, car les oléoducs n'ont jamais été un sujet de prédilection pour Mark Carney. Cette surprise a même poussé le député et militant écologiste Steven Guilbeault à démissionner de son poste de ministre de la Culture.² À ses yeux, toute discussion sur de nouveaux oléoducs est inadmissible.

Examinons maintenant ce protocole d'entente. Il comporte de nombreux obstacles et des inconvénients majeurs. Tout d'abord, rien ne garantit la construction d'un oléoduc en vertu de ses dispositions. L'accord stipule clairement qu'un oléoduc jusqu'à la côte de la Colombie-Britannique doit obtenir l'appui des peuples autochtones ainsi que l'approbation de la province. À l'heure actuelle, le gouvernement néo-démocrate radical de la Colombie-Britannique et les chefs de la plupart des tribus côtières de la province ont exprimé leurs inquiétudes, voire leur opposition, à ce projet. À la suite de la décision rendue dans l'affaire Cowichan par les tribunaux de la Colombie-Britannique, les citoyens et les législateurs de la province se penchent sur les questions de propriété foncière, de droits et de titres autochtones, et c'est par ce processus que seront prises les futures décisions concernant l'aménagement du territoire. Obtenir une adhésion enthousiaste est loin d'être acquis.³

Deuxièmement, le protocole d'entente présenté avec tant de fierté aux citoyens de l'Alberta et du reste du pays comporte des inconvénients considérables. Il propose d'augmenter la taxe carbone industrielle en Alberta, la faisant passer de 95 \$ à 130 \$ la tonne d'émissions de carbone. De plus, le protocole d'entente engage l'Alberta et le Canada à collaborer avec un moyen pour construire la plus grande infrastructure de captage, d'utilisation et de stockage du carbone (CUSC) au monde.⁴ Le captage du carbone est un processus discutable et coûteux qui repose, bien sûr, sur la théorie non prouvée (et contestée par beaucoup) selon laquelle l'utilisation des ressources carbonées par l'homme est à l'origine des changements climatiques néfastes pour l'environnement. Selon l'économiste Jack Mintz,⁵ la taxe carbone industrielle et le coût de la mise en œuvre de la capture du carbone, cumulés, augmenteront le coût de production jusqu'à 10 dollars américains par baril.

Comme la plupart des compagnies pétrolières et gazières sont là pour faire du profit et non pour obtenir une médaille en matière d'énergie verte, l'augmentation du prix du baril de pétrole canadien réduit l'incitation à investir dans de nouvelles capacités de production. La viabilité économique d'un pipeline dépend de sa rentabilité, et pour cela, le coût de production ne doit pas dépasser la valeur du produit fini sur les marchés mondiaux. Les consommateurs canadiens s'attendraient à payer plus cher à la pompe. Or, les marchés mondiaux ne fonctionnent pas ainsi. Les acheteurs étrangers recherchent les prix les plus bas.

Si les gouvernements fédéral et provinciaux choisissent de subventionner ces coûts, cela se traduira simplement par un endettement accru et des impôts plus élevés.

Parmi les autres objectifs ambitieux fixés par M. Carney et Mme Smith, on peut citer:

- La levée de l'interdiction des pétroliers sur la côte ouest.
- Suspension de l'exigence d' « énergie verte » pour les nouvelles centrales électriques en Alberta.
- Levée du plafond d'émissions pour les producteurs de pétrole et de gaz en Alberta.

Tous ces aspects ont été et sont encore discutés par les conservateurs fiscaux et les commentateurs lucides, tant en Alberta que dans le reste du pays. La rhétorique enthousiaste de M. Carney vise peut-être davantage à marginaliser et à saper le mouvement indépendantiste albertain qu'à réellement améliorer la capacité de la province à produire et à commercialiser ses vastes ressources pétrolières et gazières. De toute évidence, il sait qu'il doit agir pour empêcher les Albertains impatients de se détacher d'Ottawa.

Cependant, abstraction faite de la probabilité de parvenir à un accord sur tous les éléments de ce projet, un aspect de cette proposition n'a été mentionné dans aucune publication ou baladodiffusion importante. Il s'agit du plan à courte vue qui consiste à expédier du bitume brut des sables bitumineux de l'Alberta vers les marchés asiatiques au lieu de le transformer en pétrole synthétique en Alberta et de l'exporter. Pourquoi ne pas acheminer ce pétrole synthétique transformé⁶ jusqu'à la côte de la Colombie-Britannique et le raffiner sur place pour obtenir des produits finis destinés aux marchés étrangers ?

Convertir le bitume en pétrole synthétique avant de le transporter par pipeline sur des kilomètres présente plusieurs avantages:

1. Les Canadiens, et plus particulièrement les Albertains, obtiendraient ces emplois et la modernisation se ferait dans une installation de calibre mondial, respectueuse de l'environnement. Le produit fini vaudrait de 10 à 15 \$ US de plus par baril, et cette plus-value resterait au Canada.
2. L'huile synthétique est beaucoup plus facile à pomper dans les longs pipelines. Le bitume est épais et collant et nécessite l'ajout de produits chimiques, appelés diluants, pour assurer sa fluidité. Cela augmente les coûts et rend le mélange plus toxique.⁷
3. En cas de déversement en eau douce ou salée, le bitume peut couler au fond, rendant le nettoyage beaucoup plus difficile, voire impossible. Le pétrole, quant à lui, a tendance à flotter à la surface.

Divers commentateurs du secteur affirment que la construction d'une autre usine de valorisation en Alberta serait trop coûteuse ou que le coût de la valorisation dépasserait la valeur ajoutée obtenue.⁸ Pourtant, on en construit en Chine ! Ils ne le feraient pas si ce n'était pas économiquement viable. Bien sûr, en Chine, les salaires et les normes environnementales sont moins élevés. Sommes-nous en train de nous transmettre un risque environnemental que nous refusons de prendre en charge ? À ce stade préliminaire des négociations, je recommande fortement à M. Carney et Mme Smith de revoir leur copie, de réunir un groupe d'experts pétroliers et d'ingénieurs et de trouver un moyen de valoriser le bitume en Alberta. Cela devrait faire partie intégrante du processus. M. Carney ne craint pas de dépenser. Le projet de captage du carbone – que je considère comme un gaspillage total de temps et d'argent – devrait coûter plus de 16 milliards de dollars. Je préférerais de loin que cet argent soit investi dans la

modernisation des installations afin que le Canada puisse vendre des produits finis écologiques et de grande valeur au plus offrant. Le PHC⁹ soutient l'extraction responsable des ressources et une forte croissance économique. Tirons le meilleur parti de nos ressources!

Notes de bas de page

¹ www.pm.gc.ca/fr/nouvelles/notes-dinformation/2025/11/27/protocole-daccord-entre-canada-et-lalberta

² www.cbc.ca/news/politics/guilbeault-quitting-cabinet-9.6995299

³ thetyee.ca/News/2025/11/27/Carney-Smith-Pipeline-Plan-Slammed-BC/

⁴ pathwaysalliance.ca

⁵ albertaenterprisegroup.com/2025/12/04/jack-mintz-is-alberta-really-getting-a-pipeline-or-just-being-sold-a-pipe-dream/

⁶ www.oilsandsmagazine.com/bitumen-upgrading-index

⁷ response.restoration.noaa.gov/about/media/what-are-increased-risks-transporting-tar-sands-oil.html

⁸ calgaryherald.com/opinion/columnists/opinion-partial-bitumen-upgrading-could-boost-albertas-economy

⁹ www.chp.ca/fr/

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Autorisé par l'agent principal du Parti de l'Héritage Chrétien du Canada et peut être copié.
